



GEF/A.4/CRP.1/Rev.1  
26 mai 2010

---

Quatrième Assemblée du FEM  
Punta del Este (Uruguay)  
24-28 mai 2010

Point 18 de l'ordre du jour

## **SYNTHÈSE DES TABLES RONDES**

## **Introduction**

1. La quatrième Assemblée du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) s'est tenue à Punta del Este (Uruguay) du 24 au 28 mai 2010. Les délégations de 181 pays, les Entités d'exécution du FEM, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes à l'action de l'institution y participaient. Six tables rondes ont été organisées simultanément pour débattre des deux thèmes suivants, qui correspondent à des réformes à entreprendre pendant FEM-5 : i) renforcement de l'appropriation des projets par les pays ; et ii) amélioration de l'efficacité du FEM au plan des coûts et des résultats. La présente synthèse rend compte des principales questions débattues à cette occasion.

## **Gouvernance**

2. Les participants reconnaissent que le FEM est un mécanisme financier important et qu'il occupe une place à part dans l'architecture financière internationale, car il contribue à l'application des principes arrêtés d'un commun accord à Rio. Toutefois, d'autres participants estiment que le FEM est un organisme bailleur de fonds et que le Conseil prend de plus en plus le pas sur l'Assemblée pour ce qui est des grandes décisions stratégiques à arrêter.

## **Rôle moteur des pays**

3. Les participants sont unanimes à penser que l'appropriation des projets par les pays, dont ceux financés par le FEM, contribue de façon déterminante au succès des activités. Il s'agit avant tout d'une question d'ordre national, dont la responsabilité incombe aux pays. Toutefois, certains participants estiment que les aspects régionaux des problèmes environnementaux sont tout aussi importants.

4. Plusieurs pays soulignent que le FEM doit continuer à transférer aux pays le pilotage du processus d'identification des projets. Les pays rappellent que la programmation des ressources du FEM doit tenir compte des politiques et plans nationaux de développement humain et des stratégies de réduction de la pauvreté. Certains pays souhaitent savoir comment le Conseil se propose d'appliquer les principes de la Déclaration de Paris compte tenu du morcellement des sources de financement. Certains participants appellent à un renforcement de la coordination entre le FEM et les autres bailleurs de fonds.

5. Le mécanisme des points focaux doit être réformé pour encourager une plus grande densité institutionnelle dans la collaboration entre le FEM et les pays. Le FEM pourrait aussi aider à développer un corps d'experts au niveau national pour promouvoir une meilleure connaissance de l'institution, et préparer et exécuter ses projets. Il faut veiller à ce que les points focaux pour les Conventions soient plus étroitement associés au FEM. Toutefois, le FEM étant un mécanisme de financement, certains estiment aussi qu'il faut trouver un juste équilibre entre ses différentes fonctions, car il existe des organismes spécialisés bien équipés pour se charger du travail de renforcement des capacités.

6. Les pays où les capacités sont plus développées considèrent qu'ils doivent « tenir les rênes des projets », le FEM devant respecter les conditions qui leur sont propres et faire coïncider ses stratégies avec les priorités nationales. Le processus national de programmation doit rester totalement facultatif et ne pas devenir une obligation. Pour éviter

toute confusion, les points focaux techniques du FEM doivent relayer l'information entre les acteurs nationaux et les Entités d'exécution du FEM. En outre, il est essentiel que la communication entre le Secrétariat du FEM et les pays soit soutenue. Certains pays demandent à pouvoir communiquer et travailler avec le FEM dans différentes langues.

7. Toutefois, les pays reconnaissent aussi que, dans de nombreux cas, ils ne disposent pas des capacités ou des moyens de coordination nécessaires pour que les projets prennent pleinement en compte les priorités et politiques nationales.

### **Renforcement des capacités**

8. Le renforcement des capacités en matière de programmation des ressources du FEM devrait être réexaminé. En établissant les conditions de ses interventions, le FEM devrait faire une distinction plus nette entre les pays, tenant compte des différences de capacités. Les pays sortant d'un conflit, les PEID, les PMA et d'autres pays vulnérables par exemple peuvent avoir besoin davantage d'aide pour préparer et exécuter les projets du FEM.

9. Les pays à faibles capacités estiment que le système des comités nationaux de pilotage devrait être repensé de manière à rendre ceux-ci plus opérationnels et à associer toutes les entités compétentes dans les différents domaines d'intervention du FEM. Ce système devrait par ailleurs être bien intégré à la structure institutionnelle nationale. Le processus de constitution des portefeuilles nationaux permettra aux pays de l'articuler de façon plus efficace sur les programmes et plans nationaux. Ce processus représente une occasion particulière pour les pays qui ont besoin d'aide pour le financer d'utiliser les ressources du FEM.

10. Il est globalement recommandé au FEM de faire office de plateforme facilitant l'échange d'informations entre pays bénéficiaires dans le cadre par exemple de séminaires et ateliers de dialogues régionaux, afin de promouvoir la coopération Sud-Sud et de renforcer les capacités.

### **Aspects financiers**

11. Le cofinancement demeure un obstacle, en particulier pour les PMA et les ONG qui sollicitent des financements du FEM. Certains participants estiment que les règles du cofinancement ne sont pas bien comprises, ce qui en soi constitue un obstacle. Ayant présenté des informations sur le déclin de la participation des organisations de la société civile aux activités liées au portefeuille du FEM, les représentants des ONG recommandent que l'appropriation des projets du FEM par les pays repose sur bien plus que les administrations publiques, les ONG et d'autres acteurs devant être associés. De la même manière, il est recommandé d'envisager d'associer le secteur privé à la programmation des ressources du FEM. Si le système d'allocation des ressources du FEM a permis de renforcer l'appropriation de la programmation par les pays, les pays de petite taille trouvent que les Entités d'exécution du FEM ne souhaitent généralement pas travailler avec les pays bénéficiant d'une allocation d'un faible montant. Il importe que les pays attributaires d'allocations d'un faible montant disposent d'une certaine marge de manœuvre dans l'utilisation des fonds. L'on préconise une plus grande transparence à l'égard des informations sur les allocations pour frais versées aux Entités d'exécution et leur utilisation.

12. Le Programme de microfinancements a un rôle à jouer dans la dynamique d'appropriation car il offre la possibilité d'associer plusieurs acteurs concernés au niveau national, dont les populations locales auxquelles des moyens d'action peuvent aussi être donnés à cette occasion. Le FEM a besoin de consolider ce programme, en particulier dans les PMA, et les montants des aides devraient être revus à la hausse. Les pays devraient également envisager d'augmenter les allocations au titre de ce programme grâce aux ressources qui leur sont allouées dans le cadre du STAR. Enfin, les enseignements tirés de ce programme peuvent aider à renforcer la capacité des organisations de la société civile et des organisations autochtones à préparer des projets de grande envergure et à y participer.

### **Équilibre entre les priorités du FEM**

13. Plusieurs pays critiquent l'attention accrue portée par le FEM au financement des mesures d'atténuation du risque climatique au détriment de l'adaptation au changement climatique, ce qui donne à penser que ce manque d'équilibre est sous-tendu par des intérêts poursuivis par les donateurs et que le FEM privilégie les activités qui ont des effets positifs pour l'environnement mondial.

### **Entités d'exécution du FEM**

14. Les participants préconisent un degré plus élevé d'harmonisation des procédures appliquées aux projets du FEM par les diverses Entités d'exécution, les différences étant significatives. Ce défaut d'harmonisation est particulièrement prononcé dans les cas de projets associant plus d'une Entité d'exécution – car il est souvent difficile de savoir qui a compétence. Certains participants estiment nécessaire d'exhorter les Entités d'exécution à administrer des projets dans les PEID et PMA. D'autres considèrent toutefois que les 10 % d'allocations pour frais aux Entités d'exécution sont exorbitants.

### **Accès direct aux financements**

15. Certains pays considèrent que l'accès direct est une mesure judicieuse qui rend les opérations plus efficaces, mais qui devrait tenir compte du contexte du pays, surtout dans les PMA et les PEID. De nombreux pays rappellent qu'il est nécessaire de renforcer le rôle des entités nationales dans la définition des priorités et dans la conception et l'exécution des projets. Certains autres pays font observer qu'il existe bien d'organisations nationales capables de se conformer aux normes fiduciaires du FEM. Si de nouvelles Entités d'exécution potentielles, y compris nationales, sont vues d'un bon œil, il est essentiel de trouver un juste équilibre entre la complexité et les coûts.

### **Cycle de projet**

16. Les participants jugent les procédures d'accès aux ressources du FEM trop complexes. Reconnaissant certes que le cycle de projet a été abrégé, ils estiment qu'il y a lieu de le simplifier davantage et de le rendre plus transparent. Ils font également savoir que pour rendre les opérations du FEM plus efficaces, les normes fiduciaires à appliquer et les documents de projets à présenter doivent être fonction du volume de l'investissement du FEM et des risques associés. Une attention particulière doit être portée sur l'allègement du cycle des projets de moyenne envergure.

## **Visibilité du FEM**

17. Bien que le FEM soutienne des initiatives environnementales importantes, de nombreux participants estiment que sa contribution passe bien souvent inaperçue du fait de son absence au plan national. Ils pensent que le FEM devrait marquer sa présence au niveau national de façon à ce que l'institution et ses projets soient plus visibles.